

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAMIDI

347 Avenue Adolphe Turrel
11210 Port-La-Nouvelle

Réf : 2025-009-PR

Code AIOT : 0006605990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement CAMIDI implanté Lieu-dit Resplandy 11100 Narbonne.

L'inspection a été annoncée le 11/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans et suite à l'arrêté du 24/06/2022 qui a mis à jour le classement de l'installation et les prescriptions applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAMIDI
- Lieu-dit Resplandy 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006605990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CAMIDI est spécialisée dans le transport de matières dangereuses dont les hydrocarbures liquides et gazeux en vrac et en bouteilles.

La société CAMIDI bénéficiait du récépissé de déclaration n° 2013-049 du 28 novembre 2013 relatif à l'implantation, au lieu-dit « Resplandy » sur la commune de Narbonne, d'un dépôt de bouteilles

de gaz inflammables liquéfiés relevant de la rubrique 1412-2-b. Elle disposait ensuite de la preuve de dépôt n° 2016-0330 du 20 mai 2016 relative à la déclaration du bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 4718, se substituant à la rubrique 1412.

Le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en abaissant notamment le seuil d'autorisation de la rubrique 4718 à 35 t contre 50 t auparavant.

En outre, le courrier de la DGPR du 22 février 2018 adressé à Monsieur le Directeur Général du Comité Français du Butane et du Propane (CFBP) a porté l'attention sur la quantité de GPL dans un véhicule-citerne ou un véhicule destiné au transport de récipients à pression transportables à considérer si le nombre de véhicules présents sur les aires de stationnement, telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 février 2005 modifié, était supérieur à 5.

En conséquence, sans modification des activités exercées sur le site, il en a résulté, selon le bénéfice de l'antériorité, le basculement du régime déclaration au régime de l'autorisation et au statut Seveso seuil bas.

Par arrêté préfectoral du 19/10/2018 le classement de l'exploitation CAMIDI de Narbonne a été actualisé et une étude des dangers a été prescrite.

La version finale de l'étude des dangers (version 6 du 14/01/2022) a été transmise le 21/01/2022.

Suite aux échanges menés au cours de l'instruction de l'étude des dangers, la société CAMIDI a défini de nouvelles modalités d'exploitation, visant à entreposer une quantité inférieure au seuil Seveso seuil bas. Pour ce faire, une séparation physique a été mise en place entre son activité de stockage de bouteilles GPL et son aire de stationnement, des autres activités de transport de l'entreprise.

En suivant l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2022-017 du 24/06/2022 a mis à jour le classement et les prescriptions applicables sur ce dépôt ; le site est soumis à autorisation pour la rubrique 4718-1 de la nomenclature. Cet arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Les activités du site générant des effets hors des limites de propriété, l'inspection de l'environnement a proposé à Monsieur le préfet de l'Aude, un porter à connaissance des risques technologiques à destination du maire, en application de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance "risques technologiques" et à la maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 4 | Plan des réseaux & Entretien des installations de traitement | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 4.2.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 13 | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.3 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 1 | Organisation du dépôt | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 1.2.4 |
| 2 | Périmètre d'éloignement | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 1.5 |
| 3 | Consignes d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 2.1.3 |
| 5 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.1 |
| 6 | Localisation des stocks de substances et | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.2 |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---|---|
| | mélanges dangereux | |
| 7 | Aménagement des stockages de récipients à pression transportables | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.2.2.2 |
| 8 | Contrôle des accès | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.2 |
| 9 | Intervention des services de secours | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.3.2.1 |
| 10 | Vérification des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.1 & 8.4.2 |
| 11 | Risque foudre | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.6 |
| 12 | Surveillance de l'installation | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.6.1 |
| 14 | Alerte par dispositif sonore | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.6.1 |
| 15 | Information préventive des populations | Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.6.2 |

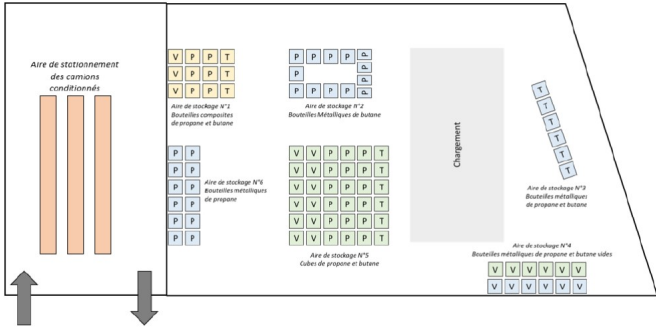
2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant les points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 2 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation du dépôt

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 1.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du dépôt |
| Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• une zone de stockage des bouteilles GPL d'environ 2 360 m² découpée en 7 sous-parties, distantes de 6 m au minimum les unes des autres, à savoir :• une zone de stockage de bouteilles composites pleines, vides et à trier,• deux zones de stockage de bouteilles métalliques pleines,• une zone de stockage de bouteilles métalliques à trier,• une zone de stockage de bouteilles métalliques vides,• une zone de stockage de cubes pleines, vides et à trier,• une zone de stockage de cubes vides• une zone de stationnement des véhicules des camions conditionnés de transport de récipients à pression transportables. |
| Constats : L'exploitant confirme que le site n'a pas été modifié depuis la fin de l'instruction de l'étude des dangers en décembre 2021, les zones de stockage sont conformes aux dispositions de l'arrêté, article 1.2.4 et à l'organisation du dépôt de bouteilles reprise à l'article 8.2.2.1 « Règles d'implantation ». |
|  |
| Cette situation a été vérifiée par l'inspection lors de la visite de terrain. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Périmètre d'éloignement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée de telle façon qu'il existe une distance minimale entre toute aire de stockage et les limites du site de 7,5 mètres. La distance entre l'aire de stockage et les locaux d'habitations et les locaux des établissements recevant du public, situés en dehors du site, est portée à au moins 15 mètres, tout en respectant les distances du premier alinéa du présent chapitre. Les aires de stockage des bouteilles métalliques sont séparées des aires de stockage des autres récipients à pression transportables. À l'intérieur des limites du site, les distances minimales suivantes à partir de chacune des aires de |

| |
|--|
| <p>stockage des récipients à pression transportables, sont également observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 mètres de tout stockage de matières inflammables, combustibles ou comburantes ; • 5 mètres des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation ; • 10 mètres des aires de stationnement. <p>La distance entre toute aire de stationnement des récipients à pression transportables et les locaux d'habitations et les locaux des établissements recevant du public est portée à au moins 10 mètres.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Cf point de contrôle précédent. Le site n'a pas connu de modification depuis l'instruction de l'étude des dangers.</p> <p>Les distances sont respectées.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la distance avec les locaux administratifs ; • les aires de stationnement • les stockages des matières inflammables, combustibles, comburantes. • La distance des aires de stockage avec les limites du site. |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Consignes d'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 2.1.3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'attestation signée par le directeur général de la société CAMIDI désignant les personnes chargées de surveiller le bon fonctionnement et l'application des règles sur le dépôt ; • les consignes pour le chef du dépôt • le règlement général de sécurité et d'exploitation d'un entrepôt bouteille ; • les consignes d'exploitation et de sécurité pour l'utilisation des chariots élévateurs ; • la check-list quotidienne d'inspection des véhicules entrant sur le dépôt. <p>Ces documents définissent les consignes d'exploitation et les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté la feuille de présence à la formation « consignes chef de dépôt, consignes déclenchement d'alerte incendie, sûreté du site » dispensée le 03/08/2018 au chef de dépôt et son adjoint qui sont les seuls à intervenir sur le site.</p> <p>L'exploitant présente également le fichier de suivi des formations individuelles concernant les formations obligatoires et prévues pour le personnel.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié la présence des affichages rappelant les principales consignes.</p> |

Observation formulée à la suite du constat :

La dernière présentation des consignes d'exploitation datant de 2018, l'inspection indique qu'il est nécessaire de renouveler périodiquement la présentation des consignes au personnel afin de vérifier leur bonne application dans le temps et également de faire le point par exemple sur le retour d'expérience par rapport à des incidents survenus dans d'autres dépôts similaires ou sur les évolutions de la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux et entretien des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, articles 4.2.2 & 4.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.4

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le périmètre ICPE du dépôt de bouteilles ne comprend pas de réseau de distribution d'eau.

Le dépôt est en forme de pente. Les eaux pluviales sont canalisées vers un point bas qui est équipé d'un émissaire relié à un décanteur déshuileur.

Le plan des réseaux a été adressé à l'inspection.

L'installation de traitement (décanteur déshuileur) ne fait pas l'objet d'un entretien particulier.

Demande formulée à la suite du constat

Les conditions de surveillance, entretien, contrôle du décanteur déshuileur doivent être prévues dans un protocole d'entretien.

| |
|--|
| <p>La fréquence des opérations de contrôle et de nettoyage des équipements doit être définie.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suite |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Prévention des risques technologiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Il distingue 3 types de zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones à risque permanent ou fréquent ; • les zones à risque occasionnel ; • les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins. <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :</p> <p>• zone 0 [...] • zone 1 [...] • zone 2 [...].</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis un document intitulé « identification des zones de danger » qui définit les zones à risque incendie, explosion, routiers et électrique.</p> <p>Ce document qui reprend les zones d'effets associés aux différents scénarios d'accident ne répond pas précisément à la prescription de l'article 8.2.1.</p> <p>L'exploitant précise toutefois que du fait de l'activité et de la présence des bouteilles de GPL, l'ensemble du dépôt est considéré comme présentant des risques d'explosion et d'incendie.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage la présence de l'affichage rappelant les consignes à respecter. Un panneau se situe sur le portail d'accès au site Camidi et un 2^e panneau à l'entrée du dépôt de bouteilles.</p> <p>L'exploitant a précisé que le panneau à l'entrée du dépôt qui est « délavé », sera remplacé dans les prochains jours.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des gaz inflammables liquéfiés détenus au sein du dépôt ainsi que le nombre et capacité des véhicules de transport de récipients à pression transportable stationnés, auquel est annexé un plan général des stockages et des aires de stationnement. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site d'autres matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation et, le cas échéant, à l'activité de commerce de l'exploitant. |
| Constats : En préparation à l'inspection, l'exploitant a transmis les FDS des produits susceptibles d'être présents sur le site à savoir : butane, GPLc, Propane, Propane carburation. L'exploitant précise que toutes les FDS sont disponibles à tout moment, dans l'Intranet. Tous les personnels avec une adresse mail professionnelle y ont accès. L'état des stocks du gaz inflammables liquéfiés détenus au sein du dépôt est tenu par les responsables du dépôt sous la forme d'un tableur qui permet de déterminer à tout moment le stockage présent sur le dépôt. À la fin de la journée une copie de l'état du stock est transmise à l'encadrement de CAMIDI à PLN. Au cours de la visite une démonstration du fonctionnement du système a été faite à l'inspection qui a également vérifié la transmission du mail de la veille précisant l'état des stocks en fin de journée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Aménagement des stockages de récipients à pression transportables

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.2.2.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des stockages de récipients à pression transportables |
| Prescription contrôlée : Les récipients à pression transportables ne sont pas entreposés dans des conditions où la température du gaz risquerait de donner naissance à une tension de vapeur supérieure à celle qui a servi de base au calcul de remplissage. Les aires de stockage de ces récipients sont délimitées et matérialisées au sol. Tout autour, sauf sur justificatif d'absence de dangers ou mise en place d'un mur coupe-feu visé au paragraphe 8.2.2.1 ci-dessus pour la partie du périmètre de stockage concerné, un aménagement est conçu (déclinaison du sol, réseau d'évacuation...) de telle sorte que des produits tels que des liquides inflammables répandus accidentellement ne puissent approcher à moins de 2 mètres de l'aire de stockage. |

| |
|--|
| <p>Le sol des aires de stockage des récipients à pression transportables est horizontal, en matériaux de classe A1fl (incombustible) ou en revêtement bitumineux du type routier, et a un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant sur 25 % au moins de son périmètre afin d'éviter la stagnation du gaz dans une cuvette.</p> <p>Les sols de l'aire dédiée au chargement et au déchargement des récipients à pression transportables est en matériaux de classe A1 (incombustible) ou en revêtement bitumineux de type routier.</p> <p>L'aire de stationnement des véhicules de transport des récipients à pression transportables est délimitée et matérialisée au sol.</p> <p>La disposition des lieux permet l'évacuation rapide des récipients à pression transportables et des véhicules en stationnement en cas d'incendie à proximité.</p> <p>Les récipients à pression transportables sont stockés soit debout, soit couchés à l'horizontale.</p> <p>Si ils sont gerbés en position couchée, les récipients à pression transportables situés aux extrémités sont calés par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préparation à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan des stockages des bouteilles pour le dépôt.</p> <p>L'ensemble des bouteilles sont stockées à l'air libre.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a vérifié par sondage que les différentes aires sont matérialisées au sol conformément aux indications figurant sur les plans et permettant de distinguer les différentes aires prises en compte dans l'étude des dangers.</p> <p>L'inspection a également constaté que toutes les bouteilles sont stockées dans des casiers prévus à cet effet, que l'ensemble du dépôt est revêtu en enrobé, entouré d'une bordure béton et forme une pente vers un point bas situé en dehors d'une zone de stockage de bouteilles.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Contrôle des accès

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage.</p> <p>L'accès aux récipients à pression transportables est rendu inaccessible par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une clôture grillagée d'au moins 1,80 mètre de hauteur, assortie d'un dispositif anti-intrusion de type concertina au sol, • ou par un mur d'au moins 2,30 mètres de hauteur accompagné d'un dispositif anti-intrusion sur son dessus (type pique). <p>Les accès de la clôture ou du mur sont verrouillables et répondent à l'une des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • hauteur minimale de 1,80 mètre, assortie du dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ; • hauteur minimale de 2,30 mètres, accompagnée sur le dessus d'un dispositif de lutte contre l'intrusion (piques...) ; • hauteur minimale de 2,50 mètres sans dispositif de lutte contre l'intrusion. <p>L'exploitant définit et met en œuvre une procédure d'inspection des véhicules de transport de matière dangereuse à l'entrée du site, lui permettant de s'assurer que les conducteurs inspectent l'état de leur véhicule avant d'accéder à l'installation.</p> <p>Elle précise, qu'en cas d'anomalie (par exemple détection de chauffe anormale des essieux sur les</p> |

| |
|--|
| <p>véhicules équipés de témoins de chauffe) l'accès à l'installation n'est autorisé qu'après mise en œuvre d'actions correctives et autorisation formalisée de l'exploitant.</p> <p>Le conducteur actionne le coupe-batterie de son véhicule, s'il en est équipé, durant son stationnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite de terrain, l'inspection a vérifié par sondage que :</p> <ul style="list-style-type: none"> le site est entouré d'une clôture de hauteur supérieure à 1,80 m assortie du dispositif anti-intrusion concertina, les portails ont été rehaussés afin d'obtenir une hauteur supérieure à 2,5 m. <p>Le portail d'accès est maintenu fermé pendant les heures de fonctionnement, l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée est rappelée sur le portail.</p> <p>En préparation à l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche « check-list quotidienne d'inspection véhicule entrant sur dépôt de gaz » qui permet la traçabilité du contrôle des véhicules à l'entrée du site. Cette procédure a été vérifiée au cours de la visite de terrain.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Intervention des services de secours

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.3.2.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que le dépôt de Narbonne a fait l'objet d'un plan ETARE.</p> <p>Un accès spécifique pour les pompiers est prévu. Cet accès est muni d'un portail fermé par une chaîne et un cadenas. En cas de nécessité les pompiers ont l'autorisation de sectionner la chaîne ou le cadenas. Un panneau « accès pompier » est positionné sur ce portail.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Vérification des installations électriques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.1 & 8.4.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.4.1</p> |

| |
|---|
| <p>[...] Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Article 8.4.2</p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'inspection a transmis le rapport de vérification périodique des installations électrique (rapport SOCOTEC du 24/06/2024).</p> <p>L'inspection note que l'inspection 2023 n'a pas été réalisé et confirme que les vérifications doivent être faites annuellement.</p> <p>Le rapport (§ 0.2) précise que les plans n'ont pas été fournis à l'organisme vérificateur.</p> <p>Le rapport fait état de 5 observations déjà signalées et qui n'ont pas été corrigées.</p> <p>L'exploitant présente le plan des installations électriques et précise que ce plan a bien été adressé à l'organisme de contrôle.</p> <p>Dans le périmètre ICPE, les installations électriques concernent 4 mâts positionnés au 4 coins, équipés des caméras et de l'éclairage.</p> <p>Les observations concernent les bungalows qui ne sont pas dans le périmètre ICPE.</p> <p><u>Observation formulée à la suite du constat</u></p> <p>Il appartient à l'exploitant le cas échéant de participer au contrôle de l'organisme afin de prendre connaissance des éléments conduisant aux observations puis de corriger les non-conformités signalées.</p> <p>Le contrôle doit également porter sur la vérification de la conformité du matériel par rapport au risque d'explosion (équipement ATEX).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 11 : Risque foudre

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.4.6</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées.</p> <p>En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> |

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis :

- l'analyse du risque foudre réalisée par la société TelComTec datée de mars 2022 ;
- le carnet de bord « foudre »

L'ARF n'a pas conclu au besoin de mettre en place un système de protection foudre (SPF). Le niveau de risque est acceptable au sens de la NF EN 62305-2 et aucun SPF n'est requis. Aucune étude technique foudre n'est à réaliser.

L'organisme recommande toutefois fortement qu'en cas d'épisode orageux, pour diminuer les facteurs de risques sur les personnes, de ne pas entreprendre d'opération de chargement – déchargement ou de manipulation de bouteilles en cas de risque d'orage.

Observation formulée à la suite du constat

Bien que l'exploitant confirme que le personnel arrête l'exploitation du dépôt en cas d'épisode orageux, l'observation de l'organisme de contrôle doit être reprise dans les consignes d'exploitation du dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Pendant les heures d'ouverture, l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. En dehors des heures d'ouverture, l'exploitant met en œuvre une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance adaptée, permettant la détection de tout départ de feu sur des aires de stationnement, chargement/déchargement et de stockage. En cas de panne de la télésurveillance, le cas échéant, la surveillance de l'installation est assurée par gardiennage.

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs (caméras optiques et thermiques) en nombre suffisant pour couvrir toutes les aires de stationnement, chargement/déchargement et de stockage, avec un report vers une société de télésurveillance.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Ces détecteurs déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonores et visuelles destinées au personnel et à la société de télésurveillance assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

L'exploitant, dans l'exploitation des stockages, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

L'exploitant définit une procédure à mettre en œuvre en cas de départ de feu sur l'installation.

Celle-ci contient notamment :

- la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise

- en sécurité des installations ;
- les modalités d'appel de ces personnes compétentes ;
- les modalités d'appel et d'accueil des secours extérieurs au regard des informations disponibles et après levée de doute. Le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;
- les modalités de déclenchement d'un dispositif sonore permettant l'alerte du voisinage.

Constats :

En préparation à l'inspection, l'exploitant a transmis :

- l'instruction « prise en charge et traitement des alarmes pour le prestataire de télésurveillance ;
- le plan positionnant les caméras et leur zone d'action ;
- la notice permanente de sécurité définissant les consignes en cas d'incidents, de fuite GPL et d'incendie ;
- le compte rendu de visite du 15/10/2024 de maintenance préventive des caméras, caméras thermique, sirènes, onduleurs.

Ces documents confirment que :

- le dépôt est équipé de caméras et de caméras thermiques (2 caméras dômes (visuelles et thermiques) et 1 caméra visuelle pour l'entrée du site ;
- chaque caméra dôme permet de couvrir le site de dépôt ce qui permet la redondance ;
- le site fait l'objet d'une surveillance par un prestataire de télésurveillance 24/24h 365/365j ;
- le matériel fait l'objet d'un entretien annuel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

Article 8.7.3

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg, situés à l'entrée du dépôt ;
- d'un extincteur à poudre ABC d'une capacité de 50 kg situé sur le dépôt ;
- d'un poteau d'incendie privé normalisé (débit minimal de 60 mètres cubes par heure sous 1 bar de pression pendant deux heures), implanté à moins de 100 mètres du stockage d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'un système de surveillance de départ de feu.

Article 8.7.2

[...] Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Extincteur + Poteau d'incendie interne + Installation de surveillance de départ de feu : vérification annuelle.

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a visualisé les 3 extincteurs prévus sur le dépôt et le poteau d'incendie et vérifié par sondage les dates de contrôle de 2 extincteurs.</p> <p>L'exploitant a également présenté le registre de sécurité sur lequel sont reportées les différentes vérifications.</p> <p>L'exploitant présente également la dernière vérification du débit du poteau incendie effectué par la société Véolia le 08/10/2018, attestant que le poteau permet de délivrer un débit > à 60 m³/h pendant 2 h et de la conformité de ce poteau.</p> <p><u><i>Demande formulée à la suite du constat</i></u></p> <p>Le poteau incendie interne doit faire l'objet d'une vérification visuelle annuelle.</p> <p>Le contrôle de débit et pression doit être réalisé périodiquement (3 ans).</p> <p>La liste des extincteurs doit être reprise sur le registre de sécurité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 14 : Alerte par dispositif sonore

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Alerte par dispositif sonore |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif sonore et les équipements permettant de la déclencher.</p> <p>Ce dispositif est destiné à alerter le voisinage en cas de danger.</p> <p>Le déclenchement de ce dispositif est commandé depuis l'installation, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement.</p> <p>Il est secouru par un circuit indépendant et doit pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.</p> <p>Cette garantie doit être attestée par le fournisseur et le constructeur.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir le dispositif sonore dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le compte rendu de visite de maintenance du 15/10/2024 confirme la présence de 2 sirènes.</p> <p>L'exploitant confirme que les sirènes peuvent être activées par déclenchement direct sur le dépôt ou automatiquement par le système de détection par caméra.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Information préventive des populations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2022, article 8.7.6.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des populations |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant informe le voisinage concerné sur le comportement à adopter en cas de déclenchement du dispositif sonore.</p> |

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis un document intitulé « Information sur le risque industriel » spécifique au site Camidi de Narbonne Malveysy.

Ce document donne une description sommaire du site, précise la définition d'un accident majeur, donne des informations relatives à la prévention et la sécurité et sur la conduite à tenir en cas d'alerte, à savoir se confiner.

Ce document est daté du 01/07/2020.

L'exploitant précise que le document a été déposé dans les boîtes aux lettres des voisins, notamment au domaine Resplandy et des entreprises de la ZI de Malveysy (Grossiste en vin Gérard Bertrand et Orano Malveysi).

Observation formulée à la suite du constat

L'information du voisinage doit être régulièrement renouvelée.

Type de suites proposées : Sans suite